

OMC. Atul Kaushik, d'origine indienne, directeur de l'ONG CUTS Geneva, pointe du doigt la faiblesse de l'Organisation mondiale du commerce et commente l'avenir du Cycle de Doha.

## « Le Cycle de Doha est devenu le cycle d'Obama »

**Al-Ahram Hebdo : Pourquoi jugez-vous que la 7e conférence ministérielle de l'OMC n'a rien apporté ? Pourtant elle visait à réviser les activités de l'OMC et à préciser son rôle lors de la crise mondiale. Quel menu auriez-vous préconisé ?**

**Atul Kaushik :** Même en ce qui concerne ces deux thèmes, l'Organisation Mondiale du commerce (OMC) n'a rien pu offrir de concret. Elle n'a rien présenté à ses membres pour régler leurs différends, ne possédant ni les atouts ni les règles qui l'aident à bien gérer le commerce dans le monde entier. J'aurais préféré la révision des lois internes de l'OMC. Aucun membre n'a présenté des suggestions pour la formulation de son système. Seule l'Inde avait présenté une suggestion renfermant 5 propositions, mais elles étaient vagues et imprécises, de quoi être jugées de futiles.

**— Il est prévu que le Cycle de Doha soit conclu en 2010. Cette date vous semble-t-elle tangible ou bien va-t-on vers un échec ?**

— L'organisation n'acceptera, ou plus exactement, ne déclarera jamais l'échec du Cycle de Doha. Car son échec équivaut à celui de l'OMC. Donc même si les négociations échouent, l'OMC ne va pas l'annoncer en tant que tel. Elle va simplement annoncer une relance des discussions une autre fois. Dans le meilleur des scénarios, on prévoit la fin des négociations en 2010, mais cela encore veut dire la mise en œuvre des accords sur une période de 3 à 4 ans supplémentaires. Mais, je ne crois pas que ce scénario aura lieu. Ce cycle, dit dédié au développement, pourrait donc durer encore une dizaine d'années.

**— Quels sont les principaux obstacles entravant Doha ?**

— Il s'agit en fait de la position des Etats-Unis et de l'Union Européenne (UE) en premier lieu. C'est le tour maintenant aux pays développés de faire des concessions, mais cela ne fait pas partie de leurs règles de jeu. La nouvelle Administration d'Obama s'oppose à toute libération du marché, surtout avec les répercussions de l'économie sur la crise. Le Cycle de Doha est devenu le cycle d'Obama. En même temps, la commissaire européenne chargée du dossier a été remplacée par un autre responsable dont la position n'est pas encore connue.

**— Cette bataille fait que l'on a l'impression qu'il s'agit d'une confrontation entre les paysans des pays développés et ceux des pays en développement.**

— Il faut dire que, par exemple, aux Etats-Unis, ce sont les grandes entreprises agro-alimentaires qui s'emparent de la grande partie des subventions et non les paysans. Et en Europe, il faut savoir que les paysans ne représentent que 1 % de la population européenne et en même temps s'emparent des 2/3 des subventions. Le marché européen se sert des paysans comme prétexte pour se protéger. Mais c'est ici que doit apparaître le rôle de l'OMC : comment créer un équilibre entre les intérêts des uns et des autres.

**— Au sein de l'OMC, les pays créent des groupes de pression chacun selon ses intérêts. Ces blocs pourront-ils s'imposer face aux pays développés ?**

— Malheureusement, non. Pour la simple raison que les Etats-Unis et l'UE s'emparent d'environ 70 % du commerce mondial. Les pays en développement n'ont pas pu renforcer leur coopération de sorte à ne plus dépendre des pays développés. Par exemple, chez vous en Afrique ou au Moyen Orient, malgré les entités économiques créées, les Etats-Unis et l'UE demeurent vos premiers partenaires économiques. Même chose par exemple en Pérou. C'est ainsi ailleurs.

**Propos recueillis par Névine Kamel**